

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

F. 2003 — 1182

[C — 2003/00238]

10 MARS 2003. — Loi modifiant la loi du 21 décembre 1998 relative à la sécurité lors des matches de football (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2. L'article 2 de la loi du 21 décembre 1998 relative à la sécurité lors des matches de football est complété comme suit :

« 9° périmètre : espace jouxtant la clôture extérieure du stade dont les limites géographiques sont fixées par le Roi, après consultation du bourgmestre, des services de police et de l'organisateur concernés; cet espace ne peut excéder un rayon de 5 000 mètres à partir de la clôture extérieure du stade. »

Art. 3. L'article 5 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 5. Les organisateurs de matches nationaux de football relevant du championnat national sont tenus de conclure au plus tard le premier août de chaque année une convention relative à leurs obligations avec les services de secours et les autorités ou services administratifs et policiers.

Les organisateurs de matches nationaux et internationaux de football qui ne sont pas tenus de conclure de convention en vertu de l'alinéa 1^{er} ont l'obligation de conclure la convention susvisée dans le délai fixé par le bourgmestre, étant entendu que la convention doit être conclue au moins huit jours avant le match auquel elle s'applique ou avant le premier match de la série de matches à laquelle elle s'applique.

Un exemplaire original de la convention doit être envoyé au ministre qui a l'Intérieur dans ses attributions, dans les délais fixés à l'alinéa 1^{er} et à l'alinéa 2. »

Art. 4. Dans l'article 7 de la même loi, les mots « des deux sexes » sont remplacés par les mots « de l'un et de l'autre sexe ».

Art. 5. L'article 12 de la même loi est complété par l'alinéa suivant :

« Pour les tâches visées aux articles 15, alinéa 4, 16 et 17, alinéa 1^{er}, et pour autant que cela soit précisé dans la convention visée à l'article 5, les stewards peuvent intervenir dans le périmètre défini à l'article 2, 9°, et sur l'ensemble du territoire lors des déplacements collectifs organisés des supporters. »

Art. 6. L'article 19 de la même loi est complété par les alinéas suivants :

« Les articles 20bis et 23bis sont cependant également applicables à des faits commis dans le périmètre pendant la période qui commence cinq heures avant le début du match et qui se termine cinq heures après la fin du match.

Les articles 20, 21, 22, 23, 23ter et 24 sont également applicables à des faits commis pendant la période durant laquelle le stade où se déroule un match opposant deux équipes de 3^e division nationale est accessible aux spectateurs. »

Art. 7. Un article 20bis, rédigé comme suit, est inséré dans le titre III de la même loi :

« Art. 20bis. Pourra encourir une ou plusieurs sanctions prévues à l'article 24 quiconque, se trouvant dans le périmètre en raison et à l'occasion d'un match de football, jette ou projette sans motif légitime un ou plusieurs objets vers un bien meuble, un bien immeuble ou une ou plusieurs personnes se trouvant dans ou à l'extérieur du périmètre. »

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

N. 2003 — 1182

[C — 2003/00238]

10 MAART 2003. — Wet tot wijziging van de wet van 21 december 1998 betreffende de veiligheid bij voetbalwedstrijden (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2. Artikel 2 van de wet van 21 december 1998 betreffende de veiligheid bij voetbalwedstrijden wordt aangevuld als volgt :

« 9° perimeter : ruimte aansluitend bij de buitenomheining van het stadion waarvan de geografische grenzen vastgesteld worden door de Koning, na raadpleging van de betrokken burgemeester, politiediensten en organisator; deze ruimte mag een straal van 5 000 meter vanaf de buitenomheining van het stadion niet overschrijden. »

Art. 3. Artikel 5 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 5. De organisatoren van nationale voetbalwedstrijden die behoren tot het nationale kampioenschap zijn ertoe gehouden om met betrekking tot hun verplichtingen ten laatste op 1 augustus van elk jaar een overeenkomst af te sluiten met de hulpdiensten en de bestuurlijke en politieke overheden of diensten.

De organisatoren van nationale en internationale voetbalwedstrijden die niet gehouden zijn om een overeenkomst af te sluiten krachtens het eerste lid, hebben de verplichting om bedoelde overeenkomst af te sluiten binnen een termijn vastgelegd door de burgemeester, met dien verstande dat de overeenkomst afgesloten dient te zijn op zijn minst acht dagen vóór de wedstrijd waarop ze van toepassing is of voor de eerste wedstrijd van de reeks van wedstrijden waarop ze toepassing vindt.

Een origineel exemplaar van de overeenkomst dient overgezonden te worden aan de minister bevoegd voor de Binnenlandse Zaken, binnen de termijnen gesteld in het eerste en tweede lid. »

Art. 4. In artikel 7 van dezelfde wet worden de woorden « mannelijke en vrouwelijke stewards » vervangen door de woorden « stewards van het ene en het andere geslacht ».

Art. 5. Artikel 12 van dezelfde wet wordt aangevuld met het volgende lid :

« Voor de opdrachten bedoeld in artikel 15, vierde lid, 16 en 17, eerste lid, en voorzover het in de overeenkomst bedoeld in artikel 5 bepaald wordt, kunnen de stewards tussenkomen in de perimeter omschreven in artikel 2, 9°, en, tijdens georganiseerde collectieve verplaatsingen van supporters, op heel het grondgebied. »

Art. 6. Artikel 19 van dezelfde wet wordt aangevuld met de volgende leden :

« De artikelen 20bis en 23bis zijn evenwel ook van toepassing op feiten, begaan in de perimeter, tijdens de periode die aanvangt 5 uur vóór het begin van de wedstrijd en die eindigt 5 uur na het einde van de wedstrijd.

De artikelen 20, 21, 22, 23, 23ter en 24 zijn ook van toepassing op feiten begaan tijdens de periode waarin het stadion waar een wedstrijd tussen twee ploegen van derde nationale klasse plaatsvindt, toegankelijk is voor toeschouwers. »

Art. 7. In titel III van dezelfde wet wordt een artikel 20bis ingevoegd, luidende :

« Art. 20bis. Eenieder die zich bevindt in de perimeter omwille van en ter gelegenheid van een voetbalwedstrijd en die zonder gerechtvaardigde reden één of meer voorwerpen gooit of schiet naar een roerend goed, een onroerend goed of één of meer personen, zich bevindend in of buiten de perimeter, kan één of meer sancties oplopen als bepaald in artikel 24. »

Art. 8. A l'article 21 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « ou tente de pénétrer » sont insérés après les mots « quiconque pénètre »;

2° l'alinéa 2, 1°, est complété par les mots « ou à une interdiction de stade à titre de mesure de sécurité ».

Art. 9. L'article 22, alinéa 1^{er}, de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Sauf disposition légale, ordre de l'autorité ou autre permission expresse et préalable ou motif légitime faisant apparaître la licéité, pourra encourir une ou plusieurs sanctions prévues à l'article 24, quiconque pénètre ou tente de pénétrer soit dans certaines zones du stade sans être en possession d'un titre d'accès valable pour cette zone soit dans un lieu inaccessible au public. »

Art. 10. Un article 23bis, rédigé comme suit, est inséré dans le titre III de la même loi :

« Art. 23bis. Pourra encourir une ou plusieurs sanctions prévues à l'article 24, quiconque se trouvant, seul ou en groupe, dans le périmètre en raison et à l'occasion d'un match de football, incite à porter des coups et blessures, à la haine ou à l'empalement à l'égard d'une ou plusieurs personnes se trouvant dans ou à l'extérieur du périmètre. »

Art. 11. Un article 23ter, rédigé comme suit, est inséré dans le titre III de la même loi :

« Art. 23ter. Pourra encourir une ou plusieurs sanctions prévues à l'article 24, quiconque introduit, tente d'introduire ou est en possession dans le stade d'objets pyrotechniques destinés à produire des lueurs, de la fumée ou du bruit. »

Art. 12. A l'article 24 de la même loi, modifié par la loi du 26 juin 2000, sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots « aux articles 20, 21, 22 et 23 » sont remplacés par les mots « aux articles 20, 20bis, 21, 22, 23, 23bis et 23ter »;

2° l'article est complété par un alinéa, rédigé comme suit :

« En cas de contravention aux articles 20, 20bis, 21, 22, 23, 23bis et 23ter, une interdiction de stade administrative d'une durée de trois mois à cinq ans peut être infligée au mineur de plus de quatorze ans. »

Art. 13. Dans l'article 25, alinéa 3, de la même loi, les mots « aux articles 20, 21, 22 et 23 » sont remplacés par les mots « aux articles 20, 20bis, 21, 22, 23, 23bis et 23ter ».

Art. 14. L'article 26 de la même loi, dont le texte actuel en constituera le § 1^{er}, est complété par un § 2, rédigé comme suit :

« § 2. Lorsque la procédure administrative est entamée à l'encontre d'un mineur en application de l'article 24, alinéa 2, la lettre recommandée visée au § 1^{er}, alinéa 2, est adressée au mineur et à ses père et mère, tuteurs ou personnes qui en ont la garde.

Le mineur est d'office invité à venir présenter sa défense orale.

Une copie de son audition est remise au mineur, ainsi qu'à ses père et mère, tuteurs ou personnes qui en ont la garde, lorsque ceux-ci ont assisté à l'audition.

Lorsque le mineur n'a pas d'avocat, il lui en est désigné un d'office.

Lorsque le fonctionnaire visé au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, est saisi en application de l'article 25, il en avise immédiatement le bâtonnier de l'ordre des avocats. Cet avis est envoyé en même temps que la lettre recommandée visée à l'alinéa 1^{er}.

Le bâtonnier ou le bureau d'aide juridique procède à la désignation d'un avocat au plus tard dans les deux jours ouvrables à compter de cet avis. Cet avocat est chargé d'assister le mineur durant toute la procédure. Copie de l'avis informant le bâtonnier est jointe au dossier de la procédure.

Le bâtonnier ou le bureau d'aide juridique veille, lorsqu'il y a contradiction d'intérêts, à ce que l'intéressé soit assisté par un avocat autre que celui auquel auraient fait appel ses père et mère, tuteurs ou personnes qui en ont la garde. »

Art. 8. In artikel 21 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « of poogt te betreden » ingevoegd na de woorden « eenieder die het stadion onrechtmatig betreedt »;

2° het tweede lid, 1°, wordt aangevuld met de woorden « of een stadionverbod als beveiligingsmaatregel ».

Art. 9. Artikel 22, eerste lid, van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Behoudens wettelijk voorschrift, overheidsbevel of een andere uitdrukkelijke en voorafgaande toelating of gerechtvaardigde reden waaruit het geoorloofd karakter blijkt, kan eenieder die bepaalde zones van het stadion betreedt of poogt te betreden zonder in het bezit te zijn van een geldig toegangsbewijs voor die zone of die plaatsen betreedt of poogt te betreden die voor het publiek niet toegankelijk zijn, een of meer sancties oplopen als bepaald in artikel 24. »

Art. 10. In titel III van dezelfde wet wordt een artikel 23bis ingevoegd, luidende :

« Art. 23bis. Eenieder die zich in de perimeter bevindt, alleen of in groep, omwille van en ter gelegenheid van een voetbalwedstrijd, en aanzet tot slagen en verwondingen, haat of woede ten opzichte van een of meer personen zich bevindend in of buiten de perimeter, kan een of meer sancties oplopen als bepaald in artikel 24. »

Art. 11. In titel III van dezelfde wet wordt een artikel 23ter ingevoegd, luidende :

« Art. 23ter. Eenieder die pyrotechnische voorwerpen bedoeld om licht, rook of lawaai te produceren binnen brengt, poogt binnen te brengen of die in het bezit is van zulke voorwerpen in het stadion, kan een of meer sancties oplopen als bepaald in artikel 24. »

Art. 12. In artikel 24 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 26 juni 2000, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « van de artikelen 20, 21, 22 of 23 » worden vervangen door de woorden « van de artikelen 20, 20bis, 21, 22, 23, 23bis en 23ter »;

2° het artikel wordt aangevuld met een lid, luidende :

« In geval van overtreding van de artikelen 20, 20bis, 21, 22, 23, 23bis en 23ter kan een administratief stadionverbod voor een duur van drie maanden tot vijf jaar worden opgelegd aan de minderjarige boven de veertien jaar. »

Art. 13. In artikel 25, derde lid, van dezelfde wet worden de woorden « in de artikelen 20, 21, 22 en 23 » vervangen door de woorden « in de artikelen 20, 20bis, 21, 22, 23, 23bis en 23ter ».

Art. 14. Artikel 26 van dezelfde wet, waarvan de huidige tekst § 1 zal vormen, wordt aangevuld met een § 2, luidende :

« § 2. Wanneer de administratieve procedure tegen een minderjarige overeenkomstig artikel 24, tweede lid, wordt aangevat, wordt de in § 1, tweede lid, bedoelde aangetekende brief aan de minderjarige en aan zijn vader en moeder, zijn voogden of de personen die het gezag over hem uitoefenen, gestuurd.

De minderjarige wordt altijd gevraagd om zich mondeling te komen verdedigen.

Een kopie van zijn verhoor wordt aan de minderjarige afgegeven, evenals aan zijn vader en moeder, zijn voogden of de personen die het gezag over hem uitoefenen wanneer deze tijdens het verhoor aanwezig waren.

Indien de minderjarige geen advocaat heeft, wordt er hem één toegewezen.

Wanneer de feiten bij de in § 1, eerste lid, bedoelde ambtenaar aanhangig worden gemaakt met toepassing van artikel 25, brengt hij onmiddellijk de stafhouder van de orde der advocaten op de hoogte. Het bericht wordt op hetzelfde tijdstip als de in het eerste lid bedoelde aangetekende brief, opgestuurd.

De stafhouder of het bureau voor juridische bijstand wijst ten laatste twee werkdagen na het bericht een advocaat aan. Die advocaat wordt belast met het begeleiden van de minderjarige tijdens heel de procedure. Een kopie van het bericht aan de stafhouder wordt bij het dossier van de procedure gevoegd.

De stafhouder of het bureau voor juridische bijstand waakt erover dat indien er tegenstrijdigheid van belangen is, de betrokkene door een andere advocaat dan die op wie zijn vader en moeder, zijn voogden of de personen die het gezag over hem uitoefenen een beroep zouden hebben gedaan, wordt bijgestaan. »

Art. 15. A l'article 29 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 3, les mots « aux articles 20, 21, 22 ou 23 » sont remplacés par les mots « aux articles 20, 20bis, 21, 22, 23, 23bis ou 23ter »;

2° l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 3 et 4 :

« La constatation de plusieurs contraventions concomitantes aux obligations prescrites par ou en vertu du titre II donnera lieu à une amende administrative unique proportionnelle à la gravité de l'ensemble des faits. »;

3° à l'alinéa 4, devenant l'alinéa 5, le mot « fixe » est remplacé par les mots « peut fixer ».

Art. 16. A l'article 30 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots « des articles 20, 21, 22 ou 23 » sont remplacés par les mots « des articles 20, 20bis, 21, 22, 23, 23bis ou 23ter ».

2° l'article est complété par un alinéa, rédigé comme suit :

« Lorsque la décision est prononcée en application de l'article 24, alinéa 2, elle est également notifiée aux père et mère, tuteurs ou personnes qui ont la garde du mineur. »

Art. 17. A l'article 31 de la même loi, dont le texte actuel en constituera le § 1^{er}, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le texte néerlandais du § 1^{er}, alinéa 3, les mots « het buitengewoon hoger beroep » sont remplacés par les mots « de buitengewone rechtsmiddelen »;

2° l'article est complété par un § 2, rédigé comme suit :

« § 2. Si la décision est prise à l'encontre d'un mineur ayant atteint l'âge de quatorze ans au moment des faits, le recours est introduit devant le tribunal de la jeunesse. »

Art. 18. Dans l'article 34, alinéa 1^{er}, de la même loi, les mots « aux articles 20, 21, 22 ou 23 » sont remplacés par les mots « aux articles 20, 20bis, 21, 22, 23, 23bis ou 23ter ».

Art. 19. Dans l'article 41, alinéa 1^{er}, de la même loi, les mots « ou dans le périmètre » sont insérés entre les mots « commise dans un stade » et les mots « le juge peut ».

Art. 20. A l'article 44 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« En cas de constatation d'un fait passible d'une sanction administrative au sens des articles 20, 20bis, 21, 22, 23, 23bis ou 23ter, commis dans un stade ou dans le périmètre, le fonctionnaire de police verbalisant, officier de police judiciaire ou de police administrative, peut, après avoir entendu le contrevenant, sauf si cette audition ne peut être réalisée pour des raisons de sécurité, décider d'imposer immédiatement une interdiction de stade à titre de mesure de sécurité. Cette décision devient caduque si elle n'est pas confirmée dans les quatorze jours par le fonctionnaire visé à l'article 26, § 1^{er}, alinéa 1^{er}. »;

2° l'alinéa 2 est remplacé par la disposition suivante :

« En cas de constatation d'une infraction commise dans un stade ou dans le périmètre, ce fonctionnaire de police, lorsqu'il estime qu'une interdiction de stade doit être imposée à titre de mesure de sécurité, en informe immédiatement le procureur du Roi, après avoir entendu l'intéressé, sauf si cette audition ne peut être réalisée pour des raisons de sécurité. Le procureur du Roi peut dans ce cas imposer une interdiction de stade à titre de mesure de sécurité. »

Art. 21. Dans l'article 45, alinéa 2, de la même loi, les mots « et du respect des conditions minimales que doivent remplir les candidats stewards et les stewards » sont insérés entre les mots « Aux fins de contrôle du respect de l'interdiction de stade imposée » et les mots «, le fonctionnaire ne peut communiquer ».

Art. 15. In artikel 29 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het derde lid worden de woorden « op de artikelen 20, 21, 22 of 23 » vervangen door de woorden « op de artikelen 20, 20bis, 21, 22, 23, 23bis of 23ter »;

2° tussen het derde en het vierde lid wordt een nieuw lid ingevoegd, luidende :

« De vaststelling van meerdere samenlopende inbreuken op de verplichtingen opgelegd door of krachtens Titel II zal het voorwerp uitmaken van een enkele administratieve geldboete in verhouding tot de ernst van het geheel van de feiten. »;

3° in het vierde lid, dat het vijfde lid wordt, worden de woorden « bepaalt de genomen beslissing de termijn binnen dewelke aan de vastgestelde inbreuken moet verholpen worden » vervangen door de woorden « kan in de genomen beslissing worden bepaald binnen welke termijn de vastgestelde inbreuken moeten verholpen worden ».

Art. 16. In artikel 30 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « van de artikelen 20, 21, 22 of 23 » worden vervangen door de woorden « van de artikelen 20, 20bis, 21, 22, 23, 23bis of 23ter »;

2° het artikel wordt aangevuld met een lid, luidende :

« Wanneer de beslissing genomen wordt overeenkomstig artikel 24, tweede lid, wordt ze ook aan de vader en de moeder, de voogden of de personen die het gezag over de minderjarige uitoefenen, betekend. »

Art. 17. In artikel 31 van dezelfde wet, waarvan de huidige tekst § 1 zal vormen, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de Nederlandse tekst van § 1, derde lid, worden de woorden « het buitengewoon hoger beroep » vervangen door de woorden « de buitengewone rechtsmiddelen »;

2° het artikel wordt aangevuld met een § 2, luidende :

« § 2. Indien de beslissing genomen wordt ten opzichte van een minderjarige die veertien jaar was op het ogenblik van de feiten, wordt het beroep bij de jeugdrechtbank ingediend. »

Art. 18. In artikel 34, eerste lid, van dezelfde wet worden de woorden « van de artikelen 20, 21, 22 of 23 » vervangen door de woorden « van de artikelen 20, 20bis, 21, 22, 23, 23bis of 23ter ».

Art. 19. In artikel 41, eerste lid, van dezelfde wet worden de woorden « of in de perimeter » ingevoegd tussen de woorden « begaan in een stadion » en de woorden «, kan door de rechter. »

Art. 20. In artikel 44 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt :

« Bij vaststelling in een stadion of in de perimeter van een feit dat een administratieve sanctie kan opleveren in de zin van de artikelen 20, 20bis, 21, 22, 23, 23bis of 23ter, kan de verbaliserende politieambtenaar, officier van gerechtelijke of van bestuurlijke politie, na de overtreder gehoord te hebben, tenzij dit verhoor om veiligheidsredenen niet mogelijk is, beslissen onmiddellijk een stadionverbod als beveiligingsmaatregel op te leggen. Deze beslissing vervalt indien zij niet binnen veertien dagen wordt bevestigd door de ambtenaar bedoeld in artikel 26, § 1, eerste lid. »;

2° het tweede lid wordt vervangen als volgt :

« Bij vaststelling van een misdrijf begaan in een stadion of in de perimeter stelt deze politieambtenaar, na de betrokkene gehoord te hebben, tenzij dit verhoor om veiligheidsredenen niet mogelijk is, wanneer hij van oordeel is dat een stadionverbod als beveiligingsmaatregel dient te worden opgelegd, hiervan onmiddellijk de procureur des Konings in kennis. De procureur des Konings kan in dat geval een stadionverbod als beveiligingsmaatregel opleggen. »

Art. 21. In artikel 45, tweede lid, van dezelfde wet worden de woorden « en de naleving van de minimumvoorwaarden waaraan de kandidaat-stewards en de stewards moeten voldoen » ingevoegd tussen de woorden « ter controle van de naleving van het opgelegde stadionverbod » en de woorden « uitsluitend die gegevens meedelen ».

Art. 22. Un article 45bis, rédigé comme suit, est inséré dans le titre VI de la même loi :

« Art. 45bis. Le fonctionnaire visé à l'article 45 peut communiquer aux autorités de chaque Etat avec lequel la Belgique a conclu à cette fin une convention, les données nécessaires à l'identification des personnes auxquelles a été imposée en Belgique une sanction administrative, une interdiction de stade administrative ou judiciaire, une interdiction de stade à titre de mesure de sécurité ou auprès desquels a été perçue immédiatement une somme d'argent. Les données relatives à la nature, à la durée de la sanction et aux faits qui ont donné lieu à celle-ci peuvent également être communiquées.

Lorsque la convention visée à l'alinéa 1^{er} est conclue avec un Etat non membre de l'Union européenne, cette convention doit être soumise à l'avis préalable de la Commission de la protection de la vie privée. »

Art. 23. Dans l'article 25, alinéa 2, l'article 27, l'article 31, alinéa 1^{er}, l'article 32, l'article 34, alinéa 1^{er}, l'article 35, alinéas 1^{er} et 2, et l'article 44, alinéa 1^{er}, de la même loi, la référence à l'article 26, alinéa 1^{er}, est remplacée par une référence à l'article 26, § 1^{er}, alinéa 1^{er}.

Dans l'article 27 de la même loi, la référence à l'article 26, alinéa 2, 2^o, est remplacée par une référence à l'article 26, § 1^{er}, alinéa 2, 2^o.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 10 mars 2003.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
A. DUQUESNE

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

—
Note

(1) *Session ordinaire 2001-2002 :*

Chambre des représentants :

Documents parlementaires. — Projet de loi, n° 1729/01. — Amendements, n° 1729/02 à 1729/06. — Rapport, n° 1729/07. — Texte adopté par la commission, n° 1729/08. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, n° 1729/09.

Compte rendu intégral : 26 et 27 juin 2002.

Session ordinaire 2002-2003 :

Sénat :

Documents parlementaires. — Projet évoqué par le Sénat, n° 2-1218/1. — Amendements, n° 2-1218/2 et 2-1218/3. — Rapport, n° 2-1218/4. — Texte amendé par la commission, n° 2-1218/5. — Amendements, n° 2-1218/6. — Rapport, n° 2-1218/7. — Texte amendé par la commission, n° 2-1218/8. — Texte amendé par le Sénat et renvoyé à la Chambre des représentants, n° 2-1218/9.

Annales du Sénat : 9 janvier 2003.

Session ordinaire 2001-2002 :

Chambre des Représentants :

Documents parlementaires. — Projet amendé par le Sénat, n° 1729/10. — Rapport, n° 1729/11. — Amendements, n° 1729/12. — Texte adopté en séance plénière et soumis à la sanction royale, n° 1729/13.

Compte rendu intégral : 30 janvier 2003.

Art. 22. In titel VI van dezelfde wet wordt een artikel 45bis ingevoegd luidende :

« Art. 45bis. De ambtenaar bedoeld in artikel 45 kan aan de overheden van elke Staat waarmee België daartoe een overeenkomst heeft afgesloten, die gegevens mededelen die noodzakelijk zijn voor de identificatie van personen aan wie in België een administratieve sanctie is opgelegd, of een administratief of gerechtelijk stadionverbod dan wel een stadionverbod als beveiligingsmaatregel, of van wie onmiddellijk een geldsom is geïnd. Ook de gegevens met betrekking tot de aard en de duur van de sanctie en met betrekking tot de feiten die aan de veroordeling ten grondslag hebben gelegen, kunnen worden medegedeeld.

Wanneer de overeenkomst bedoeld in het eerste lid, wordt afgesloten met een Staat die niet behoort tot de Europese Unie, moet deze overeenkomst onderworpen worden aan het voorafgaand advies van de Commissie voor de Bescherming van de Persoonlijke Levenssfeer. »

Art. 23. In artikel 25, tweede lid, artikel 27, artikel 31, eerste lid, artikel 32, artikel 34, eerste lid, artikel 35, eerste en tweede lid, en artikel 44, eerste lid, van dezelfde wet wordt de verwijzing naar artikel 26, eerste lid, vervangen door een verwijzing naar artikel 26, § 1, eerste lid.

In artikel 27 van dezelfde wet wordt de verwijzing naar artikel 26, tweede lid, 2^o, vervangen door de verwijzing naar artikel 26, § 1, tweede lid, 2^o.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 10 maart 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
A. DUQUESNE

De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

—
Nota

(1) *Gewone zitting 2001-2002 :*

Kamer van volksvertegenwoordigers :

Parlementaire bescheiden. — Wetsontwerp, nr. 1729/01. — Amendementen, nr. 1729/02 tot 1729/06. — Verslag, nr. 1729/07. — Tekst aangenomen door de commissie, nr. 1729/08. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat, nr. 1729/09.

Integraal Verslag : 26 en 27 juni 2002.

Gewone zitting 2002-2003 :

Senaat :

Parlementaire bescheiden. — Ontwerp geëvoceerd door de Senaat, nr. 2-1218/1. — Amendementen, nr. 2-1218/2 en 2-1218/3. — Verslag, nr. 2-1218/4. — Tekst geamendeerd door de commissie, nr. 2-1218/5. — Amendementen, nr. 2-1218/6. — Verslag, nr. 2-1218/7. — Tekst geamendeerd door de commissie, nr. 2-1218/8. — Tekst geamendeerd door de Senaat en teruggezonden naar de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 2-1218/9.

Handelingen van de Senaat : 9 januari 2003.

Gewone zitting 2001-2002 :

Kamer van volksvertegenwoordigers :

Parlementaire bescheiden. — Ontwerp geamendeerd door de Senaat, nr. 1729/10. — Verslag, nr. 1729/11. — Amendementen, n° 1729/12. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en aan de Koning ter bekrachtiging voorgelegd, nr. 1729/13.

Integraal Verslag : 30 januari 2003.